

Cette avance s'effectue en un versement trimestriel intervenant au début du mois qui suit celui au cours duquel le Ministre a pris sa décision et est liquidée à concurrence d'un quart de la somme due pour l'année de référence. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 14 août 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Premier Ministre,  
W. MARTENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,  
Mme M. SMET

Dit voorschot wordt vereffend in een driemaandelijkse storting in het begin van de maand die volgt op deze waarin de Minister zijn beslissing heeft genomen en tot een bedrag van één vierde van de som verschuldigd voor het referentiejaar. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Motril, 14 augustus 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
W. MARTENS

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,  
Mevr. M. SMET

F. 89 — 1534

22 AOUT 1989. — Arrêté royal relatif aux avances sur pensions alimentaires dues aux enfants et au recouvrement de ces pensions

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment les articles 68 bis et 68 ter y insérés, par la loi du 8 mai 1989;

Vu la loi du 8 mai 1989 modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne l'octroi d'avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions, notamment l'article 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *De la demande d'avances sur les termes de la pension alimentaire*

Article 1er. La demande d'avances sur les termes de la pension alimentaire est adressée verbalement ou par écrit au centre compétent par le créancier d'aliments.

Le jour de sa réception, la demande est inscrite dans le registre tenu à cet effet; les inscriptions sont faites par ordre chronologique sans blanc ni rature, ni transport en marge.

Lorsque la demande est faite verbalement, le demandeur signe le registre dans la case ad hoc; s'il ne sait pas signer, il appose une croix.

Le même jour, le centre remet ou envoie au demandeur selon le cas, un accusé de réception.

Art. 2. Le centre qui reçoit une demande pour laquelle il n'est pas compétent, en informe immédiatement le créancier d'aliments et transmet ladite demande dans les trois jours au centre compétent.

Lorsque le centre constate qu'il n'est plus compétent, il poursuit l'examen de la demande pendante et en assure l'exécution pour le terme en cours de la pension. A l'échéance de ce terme, il informe immédiatement le créancier d'aliments et transmet dans les trois jours la demande accompagnée des pièces justificatives au centre compétent.

CHAPITRE II.

*De l'instruction de la demande d'avances*

Art. 3. § 1er. Pour l'enquête, un document est établi qui comporte les éléments suivants :

1° le relevé des termes effectivement payés au cours des douze mois qui précèdent la demande ainsi que l'identification des deux termes non payés pendant cette période;

2° tous renseignements relatifs à l'identité et à la situation matérielle et sociale du père ou de la mère non débiteur de la pension alimentaire et de l'enfant, ou uniquement de l'enfant si celui-ci est majeur et ne cohabite pas avec le parent précité;

N. 89 — 1534

22 AUGUSTUS 1989. — Koninklijk besluit betreffende de voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden verschuldigd aan kinderen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op de artikelen 68 bis en 68 ter ingevoegd bij de wet van 8 mei 1989;

Gelet op de wet van 8 mei 1989 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wat het verlenen van voorschotten op en het invorderen van onderhoudsgelden betreft, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Financiën en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De aanvraag om voorschotten op termijnen van het onderhoudsgeld*

Artikel 1. De aanvraag om voorschotten op termijnen van het onderhoudsgeld wordt mondeling of schriftelijk door de onderhoudsgerechtigde aan het bevoegd centrum gericht.

De aanvraag wordt, de dag van haar ontvangst, ingeschreven in het daartoe gehouden register; de inschrijvingen gebeuren chronologisch, zonder tussenruimte, doorhaling of kanttekening.

Wanneer de aanvraag mondeling gebeurt, ondertekent de aanvrager het register in het vak ad hoc; indien hij niet kan tekenen, plaatst hij een kruisje.

Naargelang van het geval overhandigt of stuurt het centrum dezelfde dag een ontvangstbewijs aan de aanvrager.

Art. 2. Het centrum dat een aanvraag ontvangt waarvoor het niet bevoegd is, stelt de onderhoudsgerechtigde hiervan onmiddellijk in kennis en zendt deze aanvraag binnen drie dagen door naar het bevoegd centrum.

Wanneer het centrum vaststelt dat het niet langer bevoegd is, zet het het onderzoek voort van de aanvraag die in behandeling is, en zorgt het voor de uitvoering ervan voor de lopende termijn van het onderhoudsgeld. Op het einde van die termijn brengt het centrum onmiddellijk de onderhoudsgerechtigde op de hoogte en zendt het binnen drie dagen de aanvraag met de bewijsstukken door naar het bevoegd centrum.

HOOFDSTUK II.

*Het onderzoek van de aanvraag om voorschotten*

Art. 3. § 1. Voor het onderzoek wordt een document opgesteld dat volgende gegevens bevat :

1° de lijst van de termijnen die daadwerkelijk werden betaald in de loop van de twaalf maanden die aan de aanvraag voorafgingen, alsook de aanduiding van de twee termijnen die gedurende deze periode niet werden betaald;

2° alle inlichtingen betreffende de identiteit en de materiële en sociale toestand van de vader of moeder die geen onderhoudsgeld verschuldigd is en van het kind, of alleen van het kind als dit meerderjarig is en niet samenwoont met voormelde ouder;

3° l'inventaire détaillé des ressources de la personne ou des personnes visées au 2°;

4° l'autorisation donnée par le demandeur au centre de vérifier ledit inventaire auprès des administrations publiques et notamment du contrôleur des contributions et du receveur de l'enregistrement et des domaines;

5° l'identité, l'adresse et éventuellement tout élément d'information relatif à la situation matérielle du parent débiteur de la pension alimentaire.

Les renseignements et inventaires visés à alinéa 1er, 1°, 2° et 3° sont certifiés sincères et complets, datés et signés par l'intéressé; s'il ne sait pas signer, il appose une croix.

§ 2. Le demandeur doit fournir une copie de la décision de justice exécutoire en Belgique, rendue à titre provisoire ou définitif, qui oblige le père et la mère du créancier d'aliments ou l'un d'eux, au paiement d'une pension alimentaire.

Lorsque la pension est due en vertu de la convention visée à l'article 1288, 3°, du Code judiciaire, le demandeur est tenu de fournir la preuve de la transcription de la décision de justice admettant le divorce ou la séparation de corps et d'y joindre une copie de la convention signée entre les époux.

§ 3. S'il l'estime nécessaire, le centre demande au contrôleur des contributions ou au receveur de l'enregistrement et des domaines de lui fournir les renseignements relatifs aux ressources et au patrimoine des personnes visées au § 1er, 2° et 5° du présent article; s'il échec, ces fonctionnaires transmettent la demande aux bureaux dans le ressort desquels les intéressés sont connus; il y est répondu dans les quinze jours.

Le même délai doit être respecté par les autres administrations publiques et par les organismes chargés d'une mission d'intérêt public, éventuellement consultés par le centre.

**Art. 4.** Les règles fixées par le Roi en exécution de l'article 5 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence valent pour l'application de l'article 68bis, § 5, alinéa 1er de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

**Art. 5.** Le centre procède d'office à la révision de la décision d'octroi dès qu'il a connaissance d'un élément nouveau susceptible d'avoir une répercussion sur le montant accordé.

Sans préjudice des dispositions de l'article 98, § 1er, alinéa 2 de la loi du 8 juillet 1976, la révision est d'application à l'échéance du terme en cours.

**Art. 6.** En cours d'instruction, le centre est tenu d'entendre le demandeur si celui-ci le désire. Le demandeur peut se faire assister par un avocat. Le demandeur doit être informé de la faculté qu'il a d'être entendu préalablement à toute décision.

**Art. 7.** Le Ministre qui a l'aide sociale dans ses attributions détermine le modèle des documents qu'il estime nécessaires à l'application de la réglementation sur le droit aux avances sur pensions alimentaires.

### CHAPITRE III

#### De la décision et du paiement

**Art. 8. § 1.** Par décision motivée, le centre accorde le droit aux termes d'avances; celui-ci peut être reconnu pour un ou plusieurs termes déterminés et consécutifs de pension alimentaire.

§ 2. La décision d'octroi ou de révision indique le ou les termes de la pension alimentaire pour lesquels une avance est accordée, le montant alloué ainsi que la date du paiement de la ou des avances.

§ 3. Chaque décision d'octroi, de refus ou de révision des avances est notifiée dans les huit jours sous pli recommandé au créancier d'aliments.

Le texte de la notification mentionne expressément les dispositions de l'article 71 de la loi du 8 juillet 1976 et l'adresse de la chambre de recours à laquelle le recours prévu audit article peut être adressé.

**Art. 9.** Le créancier d'aliments doit signaler au centre compétent, avant son départ, les séjours de plus d'un mois qu'il effectue à l'étranger; il en précise la durée et en donne la justification.

**Art. 10.** Le paiement de l'avance sur le terme de la pension alimentaire se fait à date fixe, soit par assignation postale dont le montant est payable à domicile, en mains du bénéficiaire, soit par chèque circulaire émis par le Crédit communal de Belgique, soit par virement.

3° de gedetailleerde inventaris van de bestaansmiddelen van de onder 2° bedoelde persoon of personen;

4° de door de aanvrager aan het centrum gegeven machtiging om deze inventaris na te zien bij de openbare besturen en inzonderheid bij de controleur der belastingen en bij de ontvanger der registratie en domeinen;

5° de identiteit, het adres en eventueel alle informatie met betrekking tot de materiële toestand van de ouder die het onderhoudsgeld verschuldigd is.

De inlichtingen en inventarissen bedoeld in het eerste lid, 1°, 2° en 3° moeten door de betrokkene oprecht en volledig verklaard worden, gedateerd en ondertekend worden; indien hij niet kan tekenen plaatst hij een kruisje.

§ 2. De aanvrager moet een afschrift overleggen van de voorlopige of definitieve in België uitvoerbare beslissing, die de vader en de moeder van de onderhoudsgerechtigde of één van hen verplicht tot het betalen van onderhoudsgeld.

Wanneer het onderhoudsgeld verschuldigd is krachtens de overeenkomst bedoeld bij artikel 1288, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, is de aanvrager ertoe gehouden het bewijs te leveren van de overschrijving van de gerechtelijke beslissing waarbij de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed wordt toegestaan en een afschrift bij te voegen van de tussen de echtgenoten getekende overeenkomst.

§ 3. Indien het centrum dit nodig acht, verzoekt het de controleur der belastingen of de ontvanger der registratie en domeinen hem de inlichtingen te bezorgen in verband met de bestaansmiddelen en het patrimonium van de onder § 1, 2° en 5° van dit artikel vermelde personen; in voorkomend geval zenden deze ambtenaren de vraag door naar de kantoren in het ambtsgebied waarvan de betrokkenen bekend zijn; het antwoord wordt binnen vijftien dagen verschaft.

Dezelfde termijn moet in acht genomen worden door de andere openbare besturen en door de instellingen belast met een opdracht van openbaar nut, die eventueel door het centrum geraadpleegd worden.

**Art. 4.** Voor de toepassing van artikel 68bis, § 5, 1ste lid van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn gelden dezelfde regels als die welke de Koning bepaald heeft ter uitvoering van artikel 5 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

**Art. 5.** Het centrum herziet ambtshalve de beslissing tot toekenning van een voorschot zodra het kennis heeft van een nieuw gegeven dat een weerslag kan hebben op het toegekend bedrag.

Onverminderd het bepaalde in artikel 98, § 1, 2de lid, van de wet van 8 juli 1976, is de herziening van toepassing op het einde van de lopende termijn.

**Art. 6.** Het centrum is ertoe gehouden tijdens het onderzoek de aanvrager te horen indien deze het wenst. De aanvrager mag zich laten bijstaan door een advocaat. De aanvrager moet worden ingelicht over de mogelijkheid die hij heeft, gehoord te worden vóór elke beslissing.

**Art. 7.** De Minister die het maatschappelijk welzijn in zijn bevoegdheid heeft, bepaalt het model van de stukken die hij nodig acht voor de toepassing van de reglementering betreffende het recht op voorschotten op onderhoudsgelden.

### HOOFDSTUK III

#### De beslissing en de betaling

**Art. 8. § 1.** Bij met redenen omklede beslissing kent het centrum het recht op termijnvoorschotten toe; dit recht kan worden erkend voor één of voor verscheidene welbepaalde en opeenvolgende termijnen van onderhoudsgeld.

§ 2. De beslissing tot toekenning of herziening vermeldt de termijn of termijnen van onderhoudsgeld waarvoor een voorschot wordt toegekend, het toegekend bedrag evenals de datum waarop het voorschot of de voorschotten worden betaald.

§ 3. Iedere beslissing tot toekenning, weigering of herziening van de voorschotten wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven aan de onderhoudsgerechtigde betekend.

De tekst van de betekening vermeldt uitdrukkelijk de bepalingen van artikel 71 van de wet van 8 juli 1976 en het adres van de beroepskamer waaraan het bij genoemde artikel bepaalde beroep gericht kan worden.

**Art. 9.** De onderhoudsgerechtigde moet vóór zijn vertrek, het bevoegd centrum inlichten over elk verblijf van meer dan één maand in het buitenland; hij geeft de duur en de reden hiervan op.

**Art. 10.** De betaling van het voorschot op de termijn van het onderhoudsgeld wordt uitgevoerd op een vaste datum, hetzij door een postassignatie, waarvan het bedrag betaalbaar is ten huize en in handen van de gerechtigde, hetzij door een circulaire cheque uitgegeven door het Gemeentekrediet van België, hetzij door een overschrijving.

**Art. 11.** Les montants octroyés au titre d'avances sur les termes de la pension alimentaire ne peuvent faire l'objet d'aucune retenue pour frais administratifs ou d'enquête.

#### CHAPITRE IV. — *Du recouvrement*

**Art. 12.** Pour le ou les termes de pension alimentaire pour lesquels il a décidé d'accorder une avance, le centre notifie par lettre recommandée adressée au débiteur d'aliments, dans le délai prévu à l'article 68ter, § 2, premier alinéa, de la loi du 8 juillet 1976, que seuls les paiements opérés auprès dudit centre sont désormais libératoires.

La lettre recommandée comporte les éléments suivants :

1° le ou les termes de la pension alimentaire qui a ou ont fait l'objet de l'avance et le montant correspondant à ce ou ces termes;

2° les frais administratifs éventuels qui sont mis à charge du débiteur d'aliments;

3° l'intérêt de retard dont le débiteur d'aliments est redevable au centre conformément à l'article 68ter, § 5, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976.

**Art. 13.** Les montants perçus à titre de remboursement des sommes dues par le débiteur d'aliments s'imputent par terme et dans l'ordre suivant :

1° les frais administratifs;

2° les intérêts de retard;

3° le montant d'avance sur le terme de la pension alimentaire;

4° le montant représentant la différence entre le terme de la pension alimentaire et l'avance qui a été consentie sur ce terme.

L'imputation s'opère en commençant par le premier terme pour lequel le débiteur d'aliments est tenu, puis en poursuivant sur le deuxième, le troisième et ainsi de suite.

**Art. 14.** Le centre transmet simultanément au Ministère de la Santé publique et de l'Environnement et, s'il a fait usage de la faculté lui laissée par l'article 68ter, § 1, de la loi du 8 juillet 1976, à l'Administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, un état mensuel des recouvrements individuels intervenus. Le modèle de cet état mensuel est fixé par le Ministre ayant l'aide sociale dans ses attributions. Cet état est signé par les personnes désignées à l'article 28 de la loi du 8 juillet 1976.

**Art. 15.** Sans préjudice des dispositions de l'article 13, le centre verse au créancier d'aliments tout solde recouvré de la pension alimentaire dans les trente jours qui suivent la réception du paiement.

#### CHAPITRE V. — *De la renonciation*

**Art. 16.** Sans préjudice du droit pour le centre de recouvrer les termes de la pension alimentaire pour lesquels des avances ont été octroyées, le créancier d'aliments peut à tout moment renoncer à l'intervention du centre.

La renonciation est faite, verbalement ou par écrit, par le créancier d'aliments. Toutefois, lorsque la demande est faite par écrit, le centre procède à l'audition de l'intéressé.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 17.** Les articles 68bis, 68ter et 68quater de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, y insérés par la loi du 8 mai 1989, et le présent arrêté entrent en vigueur le 1er septembre 1989.

**Art. 18.** Notre Premier Ministre, Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 22 août 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
W. MARTENS

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,  
Mme M. SMET

**Art. 11.** Op de bedragen toegekend als voorschotten op de termijnen van het onderhoudsgeld mogen geen administratieve of onderzoekskosten worden aangehouden.

#### HOOFSTUK IV. — *De invordering*

**Art. 12.** Voor de termijn of termijnen van onderhoudsgeld waarvoor het beslist heeft een voorschot toe te kennen, deelt het centrum bij aangetekend schrijven aan de onderhoudsplichtige mee, binnen de termijn voorzien in artikel 68ter, § 2, 1ste lid van de wet van 8 juli 1976, dat voortaan alleen de betalingen verricht aan genoemd centrum bevrijdend zijn.

De aangetekende brief bevat volgende elementen :

1° de termijn of termijnen van het onderhoudsgeld waarop het voorschot betaald werd en het bedrag dat met deze termijn of termijnen overeenstemt;

2° de eventuele administratiekosten die ten laste van de onderhoudsplichtige komen;

3° de verwijlinterest die de onderhoudsplichtige verschuldigd is aan het centrum overeenkomstig artikel 68ter, § 5, 2de lid van de wet van 8 juli 1976.

**Art. 13.** De bedragen ontvangen ter terugbetaling van de door de onderhoudsplichtige verschuldigde geldsommen worden per termijn aangerekend in volgende orde :

1° de administratiekosten;

2° de verwijlinteresten;

3° het bedrag van het voorschot op de termijn van het onderhoudsgeld;

4° het bedrag dat het verschil vertegenwoordigt tussen de termijn van het onderhoudsgeld en het voorschot dat voor deze termijn werd verleend.

Deze aanrekening begint met de eerste termijn waartoe de onderhoudsplichtige gehouden is, en wordt voortgezet met de tweede, de derde en zo verder.

**Art. 14.** Het centrum zendt een maandelijkse staat van de individuele invorderingen gelijktijdig naar het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu en, indien het gebruik heeft gemaakt van de mogelijkheid geboden door artikel 68ter, § 8, van de wet van 8 juli 1976, naar de Administratie van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen. Het model van deze maandelijkse staat wordt bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort. Deze staat wordt ondertekend door de personen aangeduid in artikel 28 van de wet van 8 juli 1976.

**Art. 15.** Onverminderd de bepalingen van artikel 13 stort het centrum aan de onderhoudsgerechtigde ieder ingevorderd saldo van het onderhoudsgeld binnen dertig dagen na ontvangst van de betaling.

#### HOOFDSTUK V. — *De afstand*

**Art. 16.** Onverminderd het recht van het centrum om de termijnen van het onderhoudsgeld, waarvoor voorschotten werden toegekend, in te vorderen, kan de onderhoudsgerechtigde te allen tijde afzien van de hulp van het centrum.

De afstand gebeurt mondeling of schriftelijk door de onderhoudsgerechtigde. Wanneer de aanvraag echter schriftelijk gedaan wordt, gaat het centrum over tot het verhoor van de betrokkene.

#### HOOFDSTUK VI. — *Eindbepalingen*

**Art. 17.** De artikelen 68bis, 68ter en 68quater van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ingevoegd bij de wet van 8 mei 1989, en dit koninklijk besluit, treden in werking op 1 september 1989.

**Art. 18.** Onze Eerste Minister, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 22 augustus 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
W. MARTENS

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,  
Mevr. M. SMET